



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/1998/NGO/32
6 mars 1998

FRANÇAIS
Original : ESPAGNOL

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-quatrième session
Point 23 de l'ordre du jour provisoire

QUESTIONS SE RAPPORTANT AUX POPULATIONS AUTOCHTONES

Exposé écrit présenté par l'Union des juristes arabes, organisation
non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit ci-après, qui est distribué
conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social

[18 février 1998]

Amendements au projet de déclaration sur les droits des peuples
autochtones du monde (II */)

CHAPITRE II

Vie, intégrité et sécurité

Article 9 (version modifiée de l'article 6 qu'il remplace)

Les peuples autochtones ont le droit, à titre collectif, de vivre dans la liberté, la paix et la sécurité en tant que peuples distincts et d'être pleinement protégés contre toute forme de génocide ou autre acte de violence.

Conformément aux instruments internationaux, ils ont aussi droit, à titre individuel, à la vie, à l'intégrité physique et mentale, à la liberté et à la sûreté de la personne.

Les États s'engagent à garantir l'intégrité physique et mentale des autochtones et des communautés autochtones contre toute forme de génocide, y compris les actes d'agression visant à arracher de force les enfants autochtones à leur famille dans l'intention délibérée de détruire entièrement ou partiellement un groupe social ou ethnique dont l'existence remonte très loin dans l'histoire.

Article 10 (version modifiée de l'article 7 qu'il remplace)

Les peuples autochtones ont droit, à titre collectif et individuel, à la sécurité et à une protection contre toute forme de génocide ou d'ethnocide culturel, actes condamnés par les instruments internationaux en tant que crimes contre l'humanité. Ces mesures de protection et de prévention, ainsi que les mesures de réparation consécutives à de tels crimes, s'appliqueront :

a) à tout acte illicite ayant pour but de priver les populations autochtones de leur identité ou de porter atteinte à leur intégrité physique et mentale en leur refusant le droit légitime de conserver leurs valeurs culturelles, de les renforcer et de les transmettre aux générations futures;

b) à toute forme d'assimilation, d'aliénation et d'intégration forcées à d'autres cultures et modes de vie, opérée moyennant des pressions, des mesures d'intimidation, voire le recours à la force, au mépris de cultures et philosophies autochtones;

c) à toute spoliation des terres, territoires et ressources naturelles occupés ou exploités par les peuples autochtones depuis des temps immémoriaux;

*/ Le début de la présente communication est reproduit dans le document NGO/31, la suite est reproduite dans les documents NGO/33 à 35.

d) à tout acte forcé d'évangélisation moderne, toute pénétration de sectes étrangères sur les territoires autochtones en vue de convertir les peuples autochtones au christianisme, et de leur imposer des croyances différentes des leurs qui sont incompatibles avec la vision spirituelle des autochtones et qui y sont contraires;

e) à toute propagande raciste, incitation à la violence, à la haine et à l'intolérance qui porterait atteinte à la dignité et à la vie des peuples et des nations autochtones.

Article 11 (version modifiée de l'article 11)

En vertu des protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949, les peuples autochtones ont droit à la sécurité et à une protection appropriée en période de conflit armé.

Les États doivent respecter les normes internationales relatives à la protection des populations civiles dans les situations d'urgence et de conflit armé, en particulier la quatrième Convention de Genève de 1949, et conviennent, **conformément aux obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire**, de s'abstenir :

a) de recruter contre leur gré des autochtones dans leurs forces armées **pour les utiliser dans des conflits armés contre d'autres peuples autochtones;**

b) **d'interdire en toutes circonstances le recrutement d'enfants et d'adolescents autochtones de moins de 18 ans;**

c) de contraindre des autochtones à abandonner leurs terres ou leurs territoires, **de les priver de leurs** moyens de subsistance ou de les réinstaller dans des **zones** ou des centres spéciaux à des fins militaires;

d) de contraindre des autochtones à travailler à des fins militaires, **sans leur libre consentement et dans des conditions discriminatoires et néfastes pour leur santé.**
